Procès verbal

Le vendredi 24 janvier 2025 à 18 heures 30, l'assemblée, régulièrement convoquée le , s'est réunie sous la présidence de CHABAUTY James.

Secrétaire de la séance : POTEL Maryse

Présents : CHABAUTY James, CAMY Bruno, LASBUGUES Elisabeth, ROULAUD Jean-Jacques, POTEL Maryse, COMTE Joël, ROUMAGNE Magalie, BARREAUX Bernadette, RAINETEAU Jean, BLET Richard, BRICAULT Charles, CAMUZET Stéphanie, FABRE Michelle, FARQUE Christian, GARCIA Francis, GIVELET Martine, GUERRY Coralie, HUET Gérard, LAFONT Sandrine, MIOCIC Isabelle, MONTHEIL Catherine, PINAUD Laurence

Représentés : DE LUSTRAC Jean-Marc représenté par CHABAUTY James, BEAULIEU Damien représenté par POTEL Maryse, BOUSSETON Béatrice représentée par BRICAULT Charles, CORINI Milène représentée par FABRE Michelle, GIN Anne-Marie représentée par MONTHEIL Catherine, MOURGUES Olivier représenté par COMTE Joël, SAVIN Véronique représentée par LASBUGUES Elisabeth

Absents et excusés : PENAUD André, ALLEAU Patrick, MAHÉ Jacques, SILVESTRE Sandra

Ordre du jour :

1. Mise en œuvre de l'ordonnance n°2021 1310 du 07/10/2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements
2. Autorisation de signature des conventions avec le SDEG 16
3. Autorisation de signature de la convention de mise à disposition du service commun d'instruction des actes et autorisation du droit des sols de la CDC Cœur de Charente au profit de la Commune de La Boixe
4. Détermination de la composition des commissions communales de La Boixe
5. Adhésion aux divers organismes pour 2025
6. Décision du Conseil municipal sur les Zones d'Accélération des Energies Renouvelables pour l'avis conforme sur la catégorie du Référent Préfectoral Unique sur son territoire - ZAEnR
7. Autorisation de signature de la convention de service Recrutement, Remplacement, Renfort avec le Centre de Gestion de la Charente – CDG16
8. Dénomination de voies communales et chemins ruraux
9. Détermination du nombre de membres du Centre Communal d'Action Sociale et élections des membres élus - CCAS
10. Dépenses à imputer sur le compte 6232 fêtes et cérémonies – budget communal et budget Hameau Rossignol

11. Frais de représentation des maires
12. Participation au classes ULIS et CLIS
13. Indemnisation des déplacements du personnel communal
14. Questions et informations diverses

AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION RELATIVE A LA MISE EN OEUVRE DE LA TELETRANSMISSION DES ACTES SOUMIS AU CONTROLE DE LEGALITE (N° 2025_DE_001)

Dans le cadre du développement de l'administration électronique, les collectivités ont la possibilité d'opter pour la transmission par voie dématérialisée, via l'application « ACTES », de leurs actes soumis au contrôle de légalité au représentant de l'État ;

La Boixe souhaite s'engager dans la dématérialisation pour la transmission de ses actes soumis au contrôle de légalité à la préfecture ;

Le conseil municipal autorise Monsieur le Maire :

- à signer un contrat ou une convention de souscription entre la commune et un opérateur homologué par le Ministère de l'Intérieur dit « opérateur de transmission »
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer le contrat de souscription entre la collectivité et un prestataire de service pour la délivrance de certificats électroniques,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de mise en œuvre de la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité avec la Préfecture de La Charente

Délibération : adoptée

AUTORISATION DE SIGNATURE DES CONVENTIONS AVEC LE SDEG 16 (N° 2025_DE_002)

Compte tenu de la création de la commune nouvelle de LA BOIXE, Monsieur Le Maire délégué informe les membres du Conseil municipal qu'il est souhaitable de mettre juridiquement en adéquation les différentes compétences transférées au SDEG 16 ci-dessous :

- L'éclairage public,
- L'éclairage des installations sportives,
- Les redevances pour l'occupation du domaine public des réseaux électriques et de communications électriques
- La distribution publique de gaz
- La Taxe Communale sur la Consommation Finale d'Electricité (TCCFE),
- Le groupement de commandes du SDEG 16 pour l'achat d'électricité, de fournitures et de services en matière d'efficacité énergétique,
- La désignation des délégués au secteur intercommunale d'énergies

Les membres du Conseil municipal :

- autorisent Monsieur le Maire à signer les différentes conventions relatives au transfert de compétence du SDEG 16 ci-dessus, ainsi que tous les documents afférents,
- désignent les délégués suivants :
 - André PENAUD, délégué titulaire,
 - Jean-Jacques ROULAUD, délégué suppléant

Délibération : adoptée

MODALITE DE FINANCEMENT DU SERVICE MUTUALISE DADS (N° 2025_DE_003)

La communauté de communes a approuvé son PLUi le 27 avril 2023. Depuis, toutes les communes de Cœur de Charente sont donc tenues d'assurer l'instruction des demandes d'urbanisme.

La communauté de communes a proposé d'étendre le périmètre d'action territorial du service commun d'instruction ADS à l'ensemble des communes de Cœur de Charente, sous réserve des volontés concordantes de la CDC et des communes.

Le service assure l'instruction, pour le compte des communes membres, les demandes d'urbanisme suivantes :

- ✓ Instruction des CUb (Certificats d'urbanisme pré-opérationnels),
- ✓ Instruction des DP (Déclaration préalable), y compris pour les clôtures,
- ✓ Instruction des PC (permis de construire),
- ✓ Instruction des PA (Permis d'aménager),
- ✓ Instruction des PD (Permis de démolir), y compris hors secteur des « bâtiments de France »,

La clé de répartition pour le financement du service ADS (salaires + logiciels) s'effectue selon la clé de répartition suivante :

- ✓ 25% du coût à la charge de la communauté de communes,
- ✓ 75% du coût à la charge des communes.

Cette clé de répartition a été basée sur le « retour fiscal » de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFB) au niveau du « bloc communal » (part de la TFB perçue par la CDC (22%) et par les communes (78%).

Les coûts unitaires par type d'acte sont les suivants :

Nature des demandes	Sigle	Coût unitaire/type d'acte
Certificat d'urbanisme opérationnel	CUb	124 €
Déclaration préalable de travaux	DP	124 €
Permis de construire maison individuelle	PCMI	176 €
Permis de construire autre (ERP, agricole, entreprise...)	PC	229 €
Permis d'aménager	PA	353 €
Permis de démolir	PD	88 €

Le conseil municipal approuve :

- ✓ les conditions d'adhésion au service commun d'instruction du droit des sols porté par la communauté de communes Cœur de Charente ;
- ✓ que la commune exerce le droit de préemption urbain à la place de la Communauté de Communes Cœur de Charente et autorise le Maire à solliciter la Communauté de Communes Cœur de Charente pour exercer ce droit de préemption urbain ;
- ✓ l'inscription des crédits afférents au titre des budgets primitifs, à compter de 2025 ;
- ✓ la signature par Monsieur le Maire ou son représentant de tout acte en découlant.

Délibération : adoptée

DETERMINATION DE LA COMPOSITION DES COMMISSIONS COMMUNALES DE LA BOIXE (N° 2025_DE_004)

L'article L2121-22 du code général des collectivités territoriales (CGCT) offre la possibilité aux conseils municipaux de former, au cours de chaque séance, des commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil soit par l'administration, soit à l'initiative d'un de ses membres.

Monsieur le Maire délégué propose aux membres du conseil municipal de s'inscrire dans les commissions :

Commission communication :

Responsables de commission :	Bruno CAMY	Catherine MONTHEIL
	Maryse POTEL	Laurence PINAUD
		Jean RAINETEAU

Commission vie associative et sportive :

Responsables de commission :	Bruno CAMY	Jean RAINETEAU
	Richard BLET	Sandrine LAFONT
	Magalie ROUMAGNE	

Commission scolaire, enfance, jeunesse :

Responsables de commission :	Michelle FABRE	Anne-Marie GIN
		Patrick ALLEAU
	Bruno CAMY	Sandrine LAFONT
		Sandra SILVESTRE

Commission culture, patrimoine :

Responsables de commission :	Elisabeth LASBUGUES	Catherine MONTHEIL
		Laurence PINAUD
	Charles BRICAULT	Bernadette BARREAUX
	Bruno CAMY	Stéphanie CAMUZET
	Francis GARCIA	Christian FARQUE
	Martine GIVELET	Jean-Jacques ROULAUD
	Coralie GUERRY	Sandra SILVESTRE
	Gérard HUET	
	Isabelle MIOCIC	
Véronique SAVIN		

Commission environnement, développement durable, énergies renouvelables :

Responsables de commission :	Martine GIVELET	Bernadette BARREAUX
	Charles BRICAULT	Joël COMTE
	Francis GARCIA	Catherine MONTHEIL

	Coralie GUERRY	Laurence PINAUD
	Maryse POTEL	Jean RAINETEAU
		Jean-Jacques ROULAUD

Commission urbanisme et aménagement :

Responsables de commission :	Elisabeth LASBUGUES	Joël COMTE
	Francis GARCIA	Christian FARQUE
	Maryse POTEL	Sandra SILVESTRE

Commission vie économique, agricole, tourisme :

Responsables de commission :	Maryse POTEL	Jean RAINETEAU
	Charles BRICAULT	Bernadette BARREAUX
	Coralie GUERRY	Stéphanie CAMUZET
		Catherine MONTHEIL
		Jean RAINETEAU

Commission voirie, espaces verts :

Responsables de commission :	André PENAUD	Jean-Jacques ROULAUD
	Charles BRICAULT	Bernadette BARREAUX
	Francis GARCIA	Joël COMTE
	Maryse POTEL	Catherine MONTHEIL
		Laurence PINAUD
		Jean-Jacques ROULAUD

Commission bâtiments, habitat :

Responsables de commission :	Magalie ROUMAGNE	Joël COMTE
	André PENAUD	
	Richard BLET	Bernadette BARREAUX
	Charles BRICAULT	Jean-Jacques ROULAUD
	Bruno CAMY	
	Michelle FABRE	
	Francis GARCIA	
	Coralie GUERRY	
	Gérard HUET	
	Maryse POTEL	
Magalie ROUMAGNE		

Commission finances :

Responsables de commission :	Isabelle MIOCIC	James CHABAUTY
-------------------------------------	------------------------	-----------------------

	Gérard HUET	Catherine MONTHEIL
		Laurence PINAUD
		Jean RAINETEAU

Commission évènements, cérémonies, fêtes et loisirs :

Responsables de commission	Charles BRICAULT	Bernadette BARREAUX
	Bruno CAMY	Christian FARQUE
	Martine GIVELET	Jean RAINETEAU
	Elisabeth LASBUGUES	Jean-Jacques ROULAUD
	Isabelle MIOCIC	
	Maryse POTEL	
	Véronique SAVIN	

Délibération : adoptée

ADHESION AUX DIVERS ORGANISMES POUR 2025 (N° 2025_DE_005)

Monsieur le Maire délégué présente la liste des organismes auxquels adhère la commune en 2025 :

Organismes	Montants prévisionnels
SYND.DEPART. D'ELECTRICITE ET DE GAZ DE LA CHARENTE (SDEG16)	
- Cotisation	10 000 €
- Travaux prévisionnels	8 000 €
AGENCE TECHNIQUE DEPARTEMENTALE DE LA CHARENTE (ATD 16)	18 000 €
AGEDI	12 000 €
SYNDICAT DE LA FORET DE LA BOIXE	1 500 €
SYNDICAT DEPARTEMENTAL DE LA FOURRIERE	2 300 €
CDC CŒUR DE CHARENTE	16 000 €
FREDON CHARENTE	50 €

Le conseil municipal valide les adhésions aux organismes listées ci-dessus.

Délibération : adoptée

AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION DE SERVICE RECRUTEMENT, REMPLACEMENT, RENFORT AVEC LE CENTRE DE GESTION DE LA CHARENTE CDG16 (N° 2025_DE_007)

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale (CDG16) propose, avec son service Emploi, d'accompagner les collectivités qui le souhaitent dans le cadre de deux missions :

- L'aide au recrutement d'agents contractuels ou titulaires employés directement par la collectivité ;
- La recherche de candidats et le portage de contrats :
 - pour assurer le remplacement d'agents momentanément indisponibles,
 - pour apporter un renfort dans le cadre d'un accroissement temporaire ou saisonnier d'activité,

- pour pourvoir la vacance temporaire d'un emploi permanent dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire
- pour des missions permanentes à temps complet ou non-complet lorsque le poste peut-être pourvu par un contractuel (dans la limite de 6 années).

Pour ce faire il convient d'établir une convention de service « Recrutement – Remplacement – Renfort » avec le CDG16. La signature de la convention emporte adhésion au service sans que son utilisation ne soit systématique ni obligatoire pendant la durée de ladite convention.

L'adhésion au service est gratuite. Les prestations sont facturées à la demande

Délibération : adoptée

DENOMINATION DE VOIES COMMUNALES ET CHEMINS RURAUX (N° 2025_DE_008)

Suite à la création de la commune nouvelle, le Conseil municipal doit renommer des voies communales et chemins ruraux sur la commune de MONTIGNAC-CHARENTE, ces voies existant déjà sur la commune de VARS, cette dernière ayant renommé ses voies en décembre 2024. Une réunion de commission en date du 18/11/2024 propose les dénominations suivantes :

- Le Chemin des Vignes à Montignac-Charente devient : Chemin de la Morante,
- La Route de Marsac à Montignac-Charente devient : Route de Lagroux,
- La Rue Principale à Montignac-Charente devient : Rue Principale de Chebrac.

Délibération : adoptée

DETERMINATION DU NOMBRE DE MEMBRES DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE ET ELECTION DES MEMBRES ELUS - CCAS (N° 2025_DE_009)

Monsieur Le Maire délégué rappelle que conformément à l'article L.123-6 du Code de l'action sociale et des familles, outre son Président, le Conseil d'administration comprend, pour le Centre Communal d'Action Sociale, des membres élus en son sein à la représentation proportionnelle par le Conseil municipal.

Par ailleurs, le Maire rappelle que conformément à l'article R.123-8 du Code de l'action sociale et des familles, les membres élus en son sein par le Conseil municipal le sont au scrutin de liste, à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel et le scrutin est secret.

Chaque Conseiller municipal ou groupe de Conseillers municipaux peut présenter une liste de candidats même incomplète. Dans cette hypothèse, si le nombre de candidats figurant sur une liste est inférieur au nombre de sièges qui reviennent à celle-ci, le ou les sièges non pourvus le sont par les autres listes. Les sièges sont attribués aux candidats d'après l'ordre de présentation sur chaque liste. Si plusieurs listes ont le même reste pour l'attribution du ou des sièges restant à pourvoir, ceux-ci reviennent à la ou aux listes qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats.

Vu la décision de fixer à 8 le nombre des membres du Conseil d'administration du CCAS, présidé par M. Le Maire, et composé à nombre égal de membres élus au sein du Conseil municipal et de membres nommés par arrêté municipal parmi des personnes non-membres du Conseil municipal,

Une liste de candidats a été présentée :

- POTEL Maryse
- PINAUD Laurence
- FABRE Michelle

- BARREAUX Bernadette

Cette liste unique comporte un nombre de candidats supérieur au nombre de sièges, afin de pourvoir à d'éventuelles vacances

- HUET Gérard
- RAINETEAU Jean

Délibération : adoptée

DEPENSES A IMPUTER SUR LE COMPTE 6232 FETES ET CEREMONIES BUDGET COMMUNAL - BUDGET HAMEAU ROSSIGNOL ET ANNEXES (N° 2025_DE_010)

Selon le décret n°2022-505 du 23 mars 2022 fixant la liste des pièces justificatives des dépenses des collectivités territoriales exigées par le comptable à l'appui des mandats de paiement émis pour le règlement des dépenses publiques, il est demandé aux collectivités territoriales de préciser les principales caractéristiques des dépenses à reprendre au compte 6232 « Fêtes et Cérémonies », conformément aux instructions réglementaires et aux dispositions comptables propres à cet article budgétaire.

Il convient de justifier auprès du Trésorier de l'utilisation des fonds publics par une délibération de principe détaillant les principales caractéristiques des dépenses à mandater au compte 6232 « Fêtes et Cérémonies ».

Il est donc proposé au Conseil Municipal de prendre en charge au compte 6232 « Fêtes et Cérémonies » les dépenses engagées dans le cadre d'évènements culturels ou festifs organisés par la commune de LA BOIXE, dans son budget communal et ses budgets annexes :

- d'une manière générale, c'est l'ensemble des biens, services, objets et denrées divers ayant trait aux fêtes ou cérémonies nationales et locales ainsi que les manifestations organisées par la collectivité qui sont imputés au compte 6232 « Fêtes et Cérémonies » ;
- les fleurs, bouquets, gravures, médailles et tous les présents offerts à l'occasion des évènements et notamment lors des mariages, décès, départs à la retraite, récompenses sportives, culturelles ou lors de réceptions officielles ;
- le règlement des factures de sociétés (feux d'artifice ...) et troupes de spectacles et autres frais liés à leurs prestations et contrats ;
- les locations de matériels lors des manifestations ;
- les frais d'annonce, de publicité et parutions liées aux manifestations ;
- les frais de restauration, de séjour et de transport des représentants communaux (élus et agents et le cas échéant de personnalités extérieures) lors de déplacements individuels ou collectifs liées à des évènements ponctuels ou de rencontres nationales ou internationales, organisées afin de favoriser les échanges ou de valoriser les actions municipales
- les dépenses liées à l'achat de denrées et de petites fournitures pour l'organisation de réunions, ateliers ou manifestations.

Le conseil municipal décide de l'affectation des dépenses listées ci-dessus au compte 6232 « fêtes et cérémonies » dans la limite des crédits disponibles du budget communal, du budget Hameau Rossignol et des budgets annexes.

Délibération : adoptée

FRAIS DE REPRESENTATION DES MAIRES (N° 2025_DE_011)

Monsieur le Maire délégué informe les membres du Conseil municipal que l'article L. 2123-18 du Code général des collectivités territoriales stipule que « le conseil municipal peut voter, sur les ressources ordinaires, des indemnités au maire pour frais de représentation ».

Ces indemnités seront destinées à couvrir les dépenses engagées par les maires (mair et mair délégué) de la commune de La Boixe, à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions et dans l'intérêt des affaires de la commune.

Le montant annuel d'indemnités pour frais de représentation alloué aux maires est fixé à 1 000 €.

Un état des dépenses engagées au titre de cette indemnité sera communiqué annuellement. Le reliquat des sommes non utilisés restera inscrit au budget de la commune.

L'indemnité sera versée sur la base des frais réel au fur et à mesure de la présentation des justificatifs (facture acquittée et état de consommation des crédits).

Les membres du Conseil municipal décident :

- ✓ D'attribuer des frais de représentation à Messieurs Les Maires sous la forme d'une enveloppe maximum annuelle,
- ✓ De fixer le montant de cette enveloppe maximum annuelle à 1 000 € pour la durée de la mandature,
- ✓ Que les frais de représentation leurs seront remboursés dans la limite de cette enveloppe et sur présentation de justificatifs correspondants et sur présentation d'un état de frais,
- ✓ D'inscrire cette enveloppe maximum annuelle au budget communal.

Délibération : adoptée

PARTICIPATION AUX CLASSES ULIS ET CLIS (N° 2025_DE_012)

Monsieur le Maire délégué rappelle que conformément à l'article 23 modifié de la loi du 22 Juillet 1983, et au décret du 12 mars 1986, la collectivité peut être amenée à prendre en charge les coûts de scolarité pour certains enfants Varsois qui sont scolarisés en dehors de notre commune. En effet, ces enfants font l'objet d'une décision d'affectation en Ulis (Unité Localisée pour l'Inclusion Scolaire) et CLIS (Classe pour l'Inclusion Scolaire), en conséquence, la commune de LA BOIXE participe au frais de fonctionnement de la commune d'accueil.

Le conseil municipal valide la participation financière aux charges de fonctionnement des communes concernées par la scolarisation d'élèves en classe spécialisée et autorise Monsieur le Maire à signer les conventions afférentes.

Délibération : adoptée

INDEMNISATION DES DEPLACEMENTS DU PERSONNEL COMMUNAL (N° 2025_DE_013)

M. le maire délégué indique que le dispositif juridique applicable aux frais de déplacements des agents communaux conduit la collectivité à délibérer sur un certain nombre de points. Il précise que d'autres décisions relèvent de l'autorisation écrite de l'employeur : l'utilisation du véhicule personnel pour les besoins du service, le remboursement des frais d'utilisation des parcs de stationnement et des péages d'autoroute, l'utilisation de taxi, de véhicule de location ou d'un véhicule personnel autre qu'un véhicule à moteur.

Le conseil municipal décide, à l'unanimité :

- la prise en compte du remboursement des frais de déplacement effectués pour son compte ;
- la prise en compte du remboursement des frais d'hébergement dans la limite de 800 € dès lors que l'agent a été préalablement autorisé. Le remboursement intervient sur présentation des pièces justificatives ;
- la possibilité de dépasser pour une durée limitée et autorisée au cas par cas les taux forfaitaires des indemnités de mission et de stage, dans la limite des sommes effectivement engagées par l'agent et après y avoir été préalablement autorisé ;
- l'inscription des crédits suffisants au budget communal concernant l'ensemble des frais de déplacement des agents communaux.

Délibération : adoptée

SIVOS MONTIGNAC-MARSAC : ACOMPTE DE PARTICIPATION DE FONCTIONNEMENT (N° 2025_DE_014)

Monsieur le Maire délégué explique qu'il y a lieu de verser au SIVOS de Montignac-Marsac un acompte de participation au titre de l'année 2025. Le montant total sera inscrit au Budget Primitif 2025 de LA BOIXE.

Les membres du Conseil municipal autorisent le versement d'un acompte de 10 000 € au SIVOS de Montignac-Marsac au titre de la participation communale 2025.

Le montant total de la participation sera inscrit au Budget Primitif 2025.

Délibération : adoptée

ADHESION A L'AGENCE TECHNIQUE DEPARTEMENTALE DE LA CHARENTE ATD16 (N° 2025_DE_015)

Vu l'article L 5511-1 du code général des collectivités territoriales qui prévoit que : « Le département, des communes et des établissements publics intercommunaux peuvent créer entre eux un établissement public dénommé agence départementale. Cette agence est chargée d'apporter, aux collectivités territoriales et aux établissements publics intercommunaux du département qui le demande, une assistance d'ordre technique, juridique ou financier. »

Vu le dernier barème de participation adopté par le Conseil d'Administration de l'ATD16,

Le Conseil Municipal, compte tenu de l'intérêt de la collectivité pour une telle structure décide d'adhérer à compter du 01/01/2025 :

▪ au **volet Assistance à Maîtrise d'Ouvrage de l'ATD16**, l'agence technique de la Charente, et approuve les statuts de l'Agence,

DÉSIGNE

- M CHABAUTY James comme son représentant titulaire à l'Agence.
- M. COMTE Joël, comme son représentant suppléant à l'Agence

DÉCIDE de souscrire aux missions optionnelles de l'ATD16

- « Maintenance du parc informatique dans les écoles » incluant notamment :
- « Assistance sur logiciel de gestion des marchés publics » [rédaction des pièces administratives
- « Assistance sur logiciels »
- « Appui à la signature électronique »
- « Géo16 Map : Cartographie numérique/ visualisation »,
- « Géo16 ADS : Module métier de gestion de l'application du droit des sols »
- « Géo16Cim : Module métier de gestion de cimetières »
- « Géo16DICT : Module métier de gestion des réponses aux déclarations de travaux (DT/DICT) situés à proximité de réseaux ou canalisations »
- « Géo16 création de données »
- « SVE Urba » et « SVE Services » (module complémentaire à Next'ADS)
- Sauvegarde 321 & usages collaboratifs
- Parcours cyber sécurité incluant les actions suivantes :
- « Accompagnement à la mise en œuvre du Règlement Général de Protection des Données [RGPD] »

DÉSIGNE l'ATD16, en tant que personne morale, comme étant le Délégué à la Protection des Données de la collectivité

PRÉCISE que ces missions optionnelles seront exercées selon les dispositions et conditions énoncées dans les statuts et le règlement intérieur de l'ATD16, prévoyant un délai de préavis de deux années civiles pleines.

APPROUVE le barème prévisionnel de la cotisation annuelle correspondante.

Délibération : adoptée

DELEGATIONS D'ATTRIBUTION AU BENEFICE DU MAIRE (N° 2025_DE_016)

Monsieur le Maire délégué expose les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales (article L. 2122-22) qui permettent au conseil municipal de déléguer au maire un certain nombre de ses compétences.

Dans un souci de favoriser une bonne administration communale et après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide à l'unanimité, pour la durée du présent mandat, de confier à Monsieur le Maire les délégations suivantes :

- 1° - D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales ;
- 2° - De fixer, dans les limites déterminées par le conseil municipal de 2500 € par droit unitaire, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal ces droits et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées ;
- 3° - De procéder, dans les limites fixées par le conseil municipal d'un montant unitaire de 2 millions d'€, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L 1618-2 et au a de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires. Les délégations consenties en application du présent article prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du conseil municipal.
- 4° - De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
- 5° - De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- 6° - De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;
- 7° - De créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;
- 8° - De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;
- 9° - D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
- 10° - De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;
- 11° - De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;
- 12° - De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;
- 13° - De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;
- 14° - De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;
- 15° - D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L 211-2 ou au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code dans les conditions que fixe le conseil municipal pour les opérations d'un montant inférieur à 500 000 euros ;
- 16° - D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, dans les cas définis par le conseil municipal devant les tribunaux administratifs. Le maire pourra également porter plainte au nom de la commune et de transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 € ;
- 17° - De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite fixée par le conseil municipal de 10 000 € par sinistre ;
- 18° - De donner, en application de l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;
- 19° - De signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;
- 20° - De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par le conseil municipal fixé à 500 000 € par année civile ;

- 21° - D'exercer ou de déléguer, en application de l'article L. 214-1-1 du code de l'urbanisme, au nom de la commune et dans les conditions fixées par le conseil municipal pour un montant inférieur à 500 000 euros, le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du même code ;
- 22° - ° D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 à L. 240-3 du code de l'urbanisme dans la limite de 500 000 € ;
- 23° - De prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune ;
- 24° - D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre dont le montant ne dépasse pas 5 000 €;
- 25° - De demander à tout organisme financeur, dans la limite de 500 000 €, l'attribution de subventions ;
- 26° - De procéder, pour les projets d'investissement ne dépassant pas 3 000 000 € HT, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux ;
- 27° - D'exercer, au nom de la commune, le droit prévu au I de l'article 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation ;
- 28° - D'ouvrir et d'organiser la participation du public par voie électronique prévue au I de l'article L 123-19 du code de l'environnement ;
- 29° - D'admettre en non-valeur les titres de recettes, ou certaines catégories d'entre eux, présentés par le comptable public, chacun de ces titres correspondant à une créance irrécouvrable d'un montant inférieur à 1 00 € ;
- 30° - D'autoriser les mandats spéciaux que les membres du conseil municipal peuvent être amenés à exercer dans le cadre de leurs fonctions, ainsi que le remboursement des frais afférents prévus à l'article L 2123-18 du CGCT.

Le maire pourra, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer, par arrêté aux élus ou à la Directrice Générale des Services une partie des attributions qui lui sont déléguées par le conseil municipal. Il exerce le contrôle des actes pris dans le cadre d'une subdélégation et n'est pas dessaisi de sa compétence dans le domaine délégué.

En application de l'article L 2122-17 du CGCT en cas d'empêchement du maire, les délégations accordées au maire au titre de l'article L 2122-22 du CGCT pourront également être exercées :

- par le Maire délégué de Montignac-Charente ;
- par un adjoint dans l'ordre des nominations ;

Délibération : adoptée

CHABAUTY James
Président de séance

POTEL Maryse
Secrétaire de séance